

[Texte]

The agencies that provide training other than the local unions respond very slowly to needs of the industry. So the following year they started offering programs to unemployed people, training in areas such as plumbing, sheet metal and welding technicians. Within the province of Alberta, I believe at the present time there are 52 trades, and about 18 of them are compulsory trades. Plumbing, sheet metal and welding are three of the compulsory trades, which means you have to be an indentured apprentice or a licensed journeyman to work in those fields. Yet we had technical institutes offering one-year training programs for unemployed persons to take training as a technician in one of those three areas, which are compulsory trades. When they finished their training they could not get a job. The only thing they could do was start an apprenticeship if there was work available. Again, training that is a waste of time and money for everyone involved. Finally, by about 1987 it appeared people in the training institutes had caught on what was needed so they started offering a program called an electrician maintenance program. Only a journeyman electrician could apply.

• 1550

In the first course that was run in this province, 14 of the 16 people that registered were members of my own local union. They spent one year in a training program, and received unemployment insurance while they trained. At the end of it they went back to their construction jobs because there was no work in the maintenance field for which they had been trained. Again, another waste of all of our money.

As I said earlier, most of the unions in the construction industry have negotiated education moneys to conduct retraining and upgrading programs for their members. We can respond almost instantly to industry demands to create training programs for our members when they are needed.

To sum it up, the Northern Alberta Building Trades Council and its affiliates believe the increase in the number of weeks required to qualify, coupled with the decrease in the number of weeks of benefit entitlement, will have a devastating effect on construction workers. The re-allocation of funds to training programs will be of little or no use to our already well-trained members.

Finally, the withdrawal of government funding will result in working men and women in the construction industry paying more for a much lesser program.

[Traduction]

Exception faite des syndicats locaux, les offices qui s'occupent de la formation prennent beaucoup de temps à répondre aux besoins de l'industrie. Aussi, l'année suivante, ont-ils commencé à offrir des programmes de formation aux chômeurs, pour qu'ils deviennent plombiers, tôliers ou soudeurs. Dans la province de l'Alberta, je crois qu'il y a 52 métiers différents aujourd'hui et environ 18 d'entre eux ne sont pas facultatifs. Par exemple le métier de plombier, de tôlier ou de soudeur. Ce qui veut dire que pour travailler dans ces domaines, il faut être soit un apprenti lié par contrat, soit un compagnon qualifié. Et pourtant, il y avait des institutions techniques qui offraient des programmes de formation d'un an aux chômeurs pour se qualifier comme techniciens dans l'un de ces trois domaines, qui sont des métiers obligatoires. Et une fois leur formation terminée, ils ne pouvaient pas trouver d'emploi. Tout ce qu'ils pouvaient faire, c'est suivre un cours d'apprentissage s'il y avait du travail disponible. Là encore la formation constituait une perte de temps et d'argent pour tous les intéressés. Finalement, vers 1987 environ, les institutions de formation se sont apparemment mises à la page et ont commencé à administrer un programme de formation d'électriciens de maintenance, auquel seuls avaient accès les compagnons électriciens.

Sur les 16 personnes qui ont assisté au premier cours donné dans la province, 14 étaient membres de mon propre syndicat local. Elles ont suivi un cours d'apprentissage d'un an et ont touché de l'assurance-chômage pendant leur formation. Ensuite, elles ont repris leur emploi dans l'industrie du bâtiment parce qu'il n'y avait pas de travail dans le secteur de la maintenance pour lequel elles avaient été formées. Une fois de plus, de l'argent jeté par les fenêtres.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, la plupart des syndicats dans l'industrie du bâtiment ont déjà négocié les fonds nécessaires aux programmes de recyclage et de perfectionnement destinés à leurs membres. Nous ne pouvons toutefois pas mettre au point des programmes instantanés de formation pour répondre aux besoins de l'industrie.

En résumé, le «Northern Alberta Building Trades Council» et ses affiliés estiment que l'augmentation du nombre de semaines de travail nécessaires pour avoir droit aux prestations, combinée à la diminution du nombre de semaines de prestations, auront des répercussions catastrophiques pour les ouvriers du bâtiment. Pour nos membres qui sont déjà qualifiés, la réaffectation des fonds d'assurance-chômage à des programmes de formation sera inutile ou de peu d'intérêt.

Finalement, parce que le gouvernement refusera désormais de contribuer au financement de l'assurance-chômage, les hommes et les femmes qui travaillent dans l'industrie du bâtiment payeront plus pour en avoir moins.